



Lusotopie

Recherches politiques internationales sur les espaces
issus de l'histoire et de la colonisation portugaises

II | 1995

Transitions libérales en Afrique lusophone

Une Afrique lusophone libérale ?

La fin des Premières Républiques

Michel Cahen



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/93>

ISSN : 1768-3084

Éditeur :

Association des chercheurs de la revue Lusotopie, Brill, Karthala

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1995

Pagination : 85-104

ISBN : 2-86537-618-4

ISSN : 1257-0273

Référence électronique

Michel Cahen, « Une Afrique lusophone libérale ? », *Lusotopie* [En ligne], II | 1995, mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/93>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Tous droits réservés

Une Afrique lusophone libérale ?

La fin des Premières Républiques

Michel Cahen

NOTE DE L'ÉDITEUR

Bissau, 21 novembre 1993 et Bordeaux, 10 mai 1995

NOTE DE L'AUTEUR

Cet article est une version remaniée d'une communication au Colloque international "Vingtième anniversaire de la Guinée-Bissau" organisé par l'INEP (*Instituto nacional de estudos e pesquisa*) à Bissau en novembre 1993, sous le titre : *PALOPs, 1990-1994 : la fin de la génération de la CONCP*, Bissau, 21 novembre 1993, 10 p. multigr.

- 1 En 1977, le PAIGC encore unifié de Guinée-Bissau et du Cap-Vert, le FRELIMO (Mozambique) et le MPLA (Angola) tinrent leurs premiers congrès postérieurs à l'indépendance. Les deux derniers adoptèrent officiellement le "marxisme-léninisme" en devenant partis et le premier, quoique parti, adopta la "démocratie révolutionnaire". On doit discuter le pourquoi de ces nuances, mais dans un cas comme dans l'autre, il s'est agi d'une forme de nationalisme radical de partis uniques. On peut y ajouter le cas du plus petit des PALOPs¹, São Tomé e Príncipe. Mais aux alentours du milieu des années 1980, le nationalisme radical céda la place à des politiques économiques libérales, dans le cadre encore maintenu du parti unique. Cinq années plus tard, une libéralisation politique s'engagea et le pluralisme fut officiellement affirmé. Des élections pluralistes furent organisées, avec un engagement variable de la communauté internationale, en 1991 (Cap-Vert, São Tomé), en 1992 (Angola), et 1994 (Guinée-Bissau et Mozambique), et avec des résultats fortement divergents.
- 2 Certes on peut considérer que le bouleversement de la situation internationale – chute du Mur de Berlin, etc. – a été le facteur dominant. Il a joué évidemment un rôle, mais le

surestimer serait oublier que les tournants économiques libéraux se sont produits bien avant la chute des partis uniques, que les partis uniques ont décidé ces tournants à un moment où ils n'avaient *nullement l'intention de ne plus être uniques*. Par ailleurs, si la chute du Mur de Berlin a eu une influence en Afrique noire, elle a été aussi importante dans la crise des régimes de droite comme le Zaïre que dans celle des régimes dits progressistes au sein desquels sont généralement classés les PALOPs. Du simple point de vue méthodologique, le lien de cause à effet quasi mécanique souvent opéré entre libéralisation économique et libéralisation politique (pour ne point parler de démocratisation) ne semble donc pas correspondre à la réalité historique.

- 3 Il nous faut tenter de comprendre ce qui s'est passé, quelles ont été les lignes de force du processus dans les PALOPs, puis entrer dans les particularités de chaque pays. Il nous faut comprendre quelle est la nature du changement actuel et surtout *ce qui est le plus important* dans ce changement.

Un retour nécessaire sur l'histoire coloniale

- 4 Au début du XX^e siècle, le Portugal est un pays capitaliste et impérialiste, mais un pays où le processus de fusion du capital bancaire et du capital industriel en capital financier est peu avancé. De ce fait, hormis des opérations mercantilistes, il y a relativement peu de capitaux prêts à s'investir de façon productive dans les colonies. Un peu comme dans le modèle colonial français, la colonisation portugaise fut surtout, à ce moment, une colonisation de militaires, de missionnaires, de petits fonctionnaires, de petits colons travaillant dans le secteur des services. Contrairement à ce que la propagande salazariste tenta de faire croire, l'énorme majorité des Portugais ne furent pas des "paysans lusitaniens sous les Tropiques", ce furent des bureaucrates ou des petits commerçants qui s'entassèrent dans les villes. Par ailleurs, surtout en Angola et au Mozambique, la faiblesse capitaliste du Portugal entraîna une place très importante pour les compagnies étrangères et signifia donc l'exclusion des Portugais de toute une partie de la sphère coloniale de création de la richesse.
- 5 Le résultat social fut double : les petits colons blancs durent accaparer tout ce qui restait de possibilités de création de richesse ; il n'y eut ainsi pratiquement aucune place sociale pour l'émergence d'une élite africaine et noire. Les "statuts indigènes" de 1926-1929 et 1954 (appliqués dans les colonies continentales, c'est-à-dire Angola, Guinée-Bissau et Mozambique) interdisaient aux Africains d'être propriétaires, commerçants avec des boutiques en dur, etc. La toute petite élite de l'époque contemporaine, celle des *assimilados*, ne pouvait par conséquent obtenir que des emplois subalternes dans les professions bureaucratiques (employés de bureau et du commerce, infirmiers auxiliaires, chauffeurs auxiliaires, interprètes, pasteurs des missions protestantes, cipayes, etc.), *c'est-à-dire rarement dans les fonctions directement productives*. Après 1961, la situation se modifia beaucoup (suppression des cultures forcées et de l'indigénat, essor de petits planteurs et commerçants africains, boom de la scolarisation). *Mais la génération qui crée les organisations nationalistes radicales est celle qui avait vingt ans entre 1950 et 1960, avant ces évolutions.*
- 6 Naturellement, il faut nuancer pays par pays. En Angola, il y avait les vieilles familles créoles de la fin du XIX^e siècle dont la position fut aggravée tout au long du XX^e par la forte immigration blanche, et notamment de petits blancs, mais qui portaient quand

même d'une position assez solide. Le maintien de la capitale historique, Luanda, comme capitale politique permit à cette élite créole de côtoyer l'appareil d'État colonial et d'en tirer quelques avantages (écoles, etc.).

- 7 Au Mozambique en revanche les vieilles élites créoles étaient surtout situées dans le Nord, à Moçambique, Quelimane, Chinde, Angoche, Tete : elles furent complètement marginalisées par le transfert de la capitale de Moçambique à Lourenço-Marques (LM, Maputo) en 1903 et par le fait que les deux villes modernes du XX^e siècle furent Beira et LM, dans le Centre-Sud et l'extrême Sud. L'élite qui allait se former dans la capitale n'aura alors aucune tradition, aucun lien avec la production.
- 8 En Guinée l'élite assimilée resta également infime, avec la particularité de l'utilisation de Capverdiens par les Portugais – quand je parle des Capverdiens, je parle vraiment des Capverdiens du Cap-Vert et non point des *burmedjus*².
- 9 Aux Îles du Cap-Vert la situation était différente puisque jamais le statut indigène n'y fut appliqué : malgré la très grande pauvreté du pays, il fut donc possible à la population africaine de créer sa propre petite-bourgeoisie commerçante et rurale, et surtout d'utiliser l'émigration, elle-même génératrice de cadres formés à l'étranger, comme une arme anti-coloniale (cf. l'article de SILVA, *infra*).
- 10 La situation à São Tomé fut de ce point de vue intermédiaire : même après la "guerre du Batepà" en 1953, le Portugal ne réussit jamais à imposer le travail forcé aux *Forros* et aux *Angolares*. Mais l'émigration santoméenne fut toujours de bien plus faible expression démographique et économique que la capverdienne.
- 11 Globalement dans ces pays, deux caractéristiques fondamentales vont se combiner : d'une part une élite africaine faible, très peu liée au secteur de la production agricole, artisanale ou du commerce, *socialement bureaucratique, mais de ce fait même fortement "détribalisée", déjà éloignée des réalités et sensibilités ethniques* ; d'autre part, la circonstance d'avoir à affronter les armes à la main un colonialisme particulièrement obsolète. Je crois que *ces deux circonstances combinées*, la première structurelle et la seconde conjoncturelle, expliquent en large mesure pourquoi ces élites vont être captées par un certain marxisme.

Quel marxisme ?

- 12 En effet, elles vont imaginer le pays indépendant à leur image : avec un État moderne, universaliste, au rôle économique et social central, sans ethnies, avec la langue portugaise – le plus souvent la leur comme au Mozambique, et en Angola aussi avec la disparition du créole luandais après la Première Guerre mondiale – comme langue de l'État et de la nation ; avec des habitants censés s'identifier immédiatement à la nation, rejetant les formes traditionnelles de l'organisation sociale.
- 13 Or le marxisme qui va capter ces élites n'est pas n'importe lequel. On en parle beaucoup trop souvent aujourd'hui comme s'il s'agissait de quelque chose d'homogène. Mais le marxisme aurait-il attiré les élites bureaucratiques africaines des colonies portugaises s'il leur avait été transmis dans sa tradition austro-marxiste très sensible à la question ethnique ? dans sa tradition luxembourgistes très sensible au pluralisme politique ? dans sa tradition trotskiste sensible au lien entre révolution nationale et révolution socialiste et favorable au droit de tendances au sein du parti ? dans sa tradition gramscienne sensible à l'hétérogénéité de la société civile ?

- 14 Ces traditions ne correspondaient guère aux intérêts et, plus encore qu'aux intérêts, à *l'imaginaire social et à l'habitus* des élites africaines : celles-ci avaient besoin de créer un État fort, lieu de leur reproduction sociale, moyen de création rapide d'une nation moderne de type européen et jacobin, négateur de l'ethnicité. Or le marxisme dans sa version stalinienne était opératoire pour exprimer ce nationalisme.
- 15 Mais avant d'aller plus loin, il faut réfléchir au sens de ce nationalisme. En effet, on parle de "lutttes de libération nationale" par analogie avec les révolutions nationales européennes du XIX^e siècle. Pourtant, parler ainsi sous-entend qu'il y avait déjà des nations constituées, c'est-à-dire que le nationalisme était l'expression de nations déjà existantes. Or il n'en est rien : les luttes de libération ont eu un fondement social, anticolonial, *mais non national*. Il y eut *nationalisme* dans la mesure où il y avait un *projet* de nation porté par l'élite moderniste. Si la lutte *sociale* anticoloniale a eu une base de masse, sa composante *nationaliste* est restée élitare, minoritaire. Ceci n'a pas été seulement un débat d'idées, car rapidement le *projet* de nation est devenu la *proclamation* de la nation, puis, par le biais des politiques sociales, économiques et culturelles mises en place, son *imposition* à des populations qui n'en ressentaient pas – en tout cas, pas toujours – les caractéristiques. Une nation en effet n'apparaît pas en quinze ans, c'est un long processus historique : le tragique exemple yougoslave est ici utile pour notre réflexion.
- 16 Après soixante-dix ans d'État pan-yougoslave et une guerre de libération contre les nazis, il n'y eut que 5 % des citoyens de cette république fédérale lors du dernier recensement pour se déclarer simplement "yougoslaves", tous les autres déclarant une nationalité (ou ethnicité) particulière (serbe, croate, etc.). Cinq pour cent après soixante-dix ans d'État européen à la force agglutinante bien plus puissante que les États africains !
- 17 Si la lutte de libération anticoloniale a eu des effets unificateurs, il ne faut pas nier non plus que, comme toute guerre civile, elle a eu aussi des effets diviseurs. Et unir contre le colonisateur peut créer un *sentiment de citoyenneté*, la volonté de vivre dans la même république, mais ne crée pas *ipso facto* une nation, c'est-à-dire un *sentiment pan-ethnique plus ou moins uniforme*. La thèse selon laquelle la lutte armée aurait fondé les nations guinéenne, angolaise et mozambicaine me semble une simple assertion sans réalité sociale concrète. En revanche cette lutte a créé de nouvelles républiques et de nouvelles citoyennetés³.
- 18 Le marxisme dans sa version stalinienne légitimait parfaitement l'idéal nationaliste des élites, grâce à sa vision linéaire de la succession des époques historiques (antiquité, féodalisme, capitalisme, socialisme). Il légitimait le parti unique, nécessaire à la faible élite bureaucratique pour lui assurer la propriété de l'État. Étant donné le caractère retardataire des économies africaines, il justifiait qu'on en restât à une forme de capitalisme périphérique d'État, qualifiée d' "orientation socialiste", etc.
- 19 Mais il faut comprendre que ce marxisme, qui joue surtout sur la superstructure politique sans modifier fondamentalement les rapports sociaux, n'est pas un marxisme de transition socialiste. C'est un instrument de proclamation de la nation moderne jacobine. Du reste l'essentiel des mesures prises de 1975 à 1984 ne furent pas des mesures de modification des rapports sociaux, mais d'encadrement de la population et de construction de l'appareil d'État en brousse.
- 20 À l'inverse de ce qui s'est passé au Vietnam ou à Cuba, le marxisme n'est donc pas une caractéristique fondamentale des fronts nationalistes. Il est un instrument, ce qui explique qu'il peut aujourd'hui être abandonné sans que les partis en question ne changent

fondamentalement de nature. Alors qu'à Cuba le marxisme a servi à modifier la nature même de l'État et que son abandon signifierait à brève échéance la disparition du parti et de cet État.

- 21 Le marxisme tel qu'il est adopté en Angola et au Mozambique, et tel qu'il influence fortement le PAIGC (et le PAICV) au Cap-Vert et en Guinée-Bissau, se réduit donc en pratique à un *petit nombre d'idées* : parti unique créateur de la nation ; "centralisme démocratique" dans sa version stalinienne vu comme moyen d'encadrement et non de liberté ; antitribalisme et antiracisme à la fois dirigés contre les discriminations *mais aussi contre l'existence même de la diversité culturelle* ; discours contre l'exploitation de l'homme par l'homme dirigé non seulement contre le colonialisme et le capitalisme, mais aussi contre ce qui est qualifié de féodalisme, *c'est-à-dire la société paysanne* ; enfin rôle central de l'État dans le développement afin de pallier l'inexistence d'une bourgeoisie nationale et d'empêcher l'ascension de secteurs commerciaux rivaux, et souvent plus jeunes que les milieux de l'élite bureaucratique qui dirigent les partis.

Des différences importantes au sein des PALOPs

- 22 Une fois ce cadre général dressé, il y a naturellement encore des différences importantes.
- 23 En Angola le MPLA a été créé par un petit groupe de militants qui étaient déjà marxistes ; au Mozambique, à l'exception de Marcelino dos Santos, les militants qui créent le FRELIMO ne sont pas au départ marxistes et le deviendront plus ou moins ensuite. On peut se demander alors pourquoi le PAIGC et le MLSTP, qui appartiennent à la même génération de partis rassemblés dans la CONCP⁴ au début des années 1960, et dont toute l'idéologie politique est proche de celle du FRELIMO et du MPLA, ne se sont pas réclamés officiellement du marxisme. Le problème s'est posé puisqu'il y a eu des pressions sérieuses sur le PAIGC pour qu'il adopte le marxisme, et qu'il l'a refusé, aussi bien dans ses branches capverdienne que guinéenne.
- 24 Pour le PAIGC et le PAICV, je crois que le motif est unique : la force intellectuelle incontournable d'Amílcar Cabral. Celui-ci a compris que ses analyses et thèses ne correspondaient pas au marxisme, en tout cas avec ce qu'il en connaissait. Bien que cherchant et obtenant l'appui cubain et soviétique pour la lutte, *il a fait passer la rigueur idéologique avant l'opportunité politique*. Or on ne peut pas rompre avec cet aspect de la pensée cabralienne sans rompre avec d'autres aspects. Le PAIGC et le PAICV ont donc préféré s'en tenir à la "démocratie révolutionnaire". Cela n'a pas été de pure forme puisque les républiques des Îles du Cap-Vert comme de Guinée ont été les premières à prendre des virages économiques libéraux, dès le début des années quatre-vingt. Le PAICV quant à lui s'est prononcé dès 1982 pour des négociations directes avec l'Afrique du Sud et a toujours fait figure d'aîné politique modéré des *Cinco*.
- 25 À São Tomé la raison est très différente. Le MLSTP n'a jamais eu d'intellectuel de l'envergure de Cabral et a subi des influences différentes : la CONCP certes, mais aussi le Ghana, nationaliste mais jamais marxiste sous Nkrumah, et le Gabon où la direction du mouvement demeura longtemps. L'opportunité politique pour le MLSTP était donc de ne pas se réclamer du marxisme, afin de pouvoir jouer au mieux de la rivalité Angola-Gabon à son égard. Cela ne l'empêcha pas de mener une politique économique du même type que celle de ses partis cousins de la CONCP. Enfin, dans un pays si petit, parler de parti d'avant-garde aurait été difficile.

- 26 Nous sommes donc en présence, dans les PALOPs, d'un discours politique marxiste ou radical marxisant aux fins nationalistes. Il ne faut surtout pas croire que le but réel, c'est-à-dire la production rapide de nations modernes jacobines imaginées pendant la lutte, est une simple idéologie : *c'est aussi une volonté développementaliste* qui cherche à transformer la société pour la faire correspondre à cet idéal. D'où non seulement des attitudes hostiles aux chefs traditionnels, aux religions "animistes", mais aussi une politique de développement économique technocratique qui veut importer rapidement des équipements à fort taux de capital fixe, qui réserve la plus grande partie des investissements à la capitale, etc. Cela peut cadrer avec le modèle soviétique, mais, soulignons-le, tout autant avec les intérêts des compagnies occidentales vendeuses d'équipements. Et cela ne rompt pas du tout avec le modèle salazariste... Là encore, naturellement, il faudrait nuancer pour chacun des PALOPs : du fait de la situation militaire, en Angola le gouvernement n'a guère eu de politique rurale, laissant la paysannerie à l'abandon, à l'inverse du Mozambique qui a créé les villages communaux ou de São Tomé qui a nationalisé les *roças* (plantations de cacao) plutôt que de les diviser en petites unités distribuées à la population, ou encore du Cap-Vert qui a tenté une réforme agraire ne tenant pas compte des fortes spécificités de chaque île de l'archipel.
- 27 Mais sur le fond, les politiques économiques de la phase radicale (1975-1977 à 1981-1985 selon les pays) n'ont pas eu d'autres buts que celui d'implanter l'État-nation en brousse et d'assurer solidement la propriété de l'État aux milieux de l'élite bureaucratique qui dirigeait les partis. Le paradoxe est ainsi que cette politique a été souvent plus hostile à la petite-bourgeoisie commerçante de chaque pays qu'au grand capitalisme étranger maintenu sur place. Gênant les lois du marché mais ne rompant pas avec elles, ces politiques ne pouvaient réussir, même sans les interventions sud-africaines au Mozambique et en Angola. Il fallut donc rapidement lâcher du lest, dans le temps même où la bureaucratie d'État s'était enrichie (là encore il faut nuancer : l'enrichissement a été beaucoup plus rapide en Angola qu'ailleurs). *Les petites-bourgeoisies commerçantes se renforçaient au moment même où la bureaucratie d'État se sentait prête à devenir elle-même commerçante et spéculative*. Bien entendu, la pression internationale – y compris, on l'oublie trop souvent, la pression des pays de l'Est – alla dans le même sens : les PALOPs devaient prioritairement produire des devises convertibles pour rembourser leurs emprunts, développer les cultures d'exportation de préférence aux cultures vivrières, donner la priorité aux agriculteurs "modernes" ou considérés comme tels (cas des *ponteiros* en Guinée)⁵, etc. La corruption n'intervient alors que comme un moyen structurel de pallier partiellement la faiblesse d'une accumulation du capital rendue difficile par la soumission croissante au FMI et à la Banque mondiale à partir de 1984-1985 : on n'accumule pas le plus souvent sur la base d'investissements productifs, mais sur celle de la spéculation périphérique à l'aide internationale.

Capitalisme = démocratie pluraliste ?

- 28 Dans un tel contexte, le marxisme stalinien perd évidemment toute valeur instrumentale. Bien sûr, une conséquence du nouveau contexte international a été d'enlever une caution morale aux partisans du parti unique. Mais, on l'a vu, cela a joué aussi bien au Zaïre qu'en Angola. Par ailleurs, marxisme et parti unique ne sont pas inséparables. Tout montre en réalité que l'abandon du marxisme au Mozambique et en Angola et du nationalisme radical dans les trois autres PALOPs a eu lieu avant la modification du contexte international. Aux îles

du Cap-Vert, c'est dès 1984-1985 que le gouvernement de Pedro Pires déclare vouloir faire de son pays une "station-service" de l'Atlantique, un nouveau "petit dragon" comme l'île Maurice. En Guinée la politique économique devient libérale au même moment. Au Mozambique, bien que les accords de Nkomati avec l'Afrique du Sud en 1984 n'aient pas été respectés, la politique économique devient de plus en plus libérale alors même qu'en général une situation de guerre provoque une intervention croissante de l'État dans l'économie. Et le FRELIMO abandonne toute référence au marxisme lors de son cinquième congrès en juillet 1989, c'est-à-dire avant l'écroulement du pouvoir des partis communistes en Europe de l'Est. Le FRELIMO est le premier parti-État du monde à avoir abandonné le marxisme. Peu de temps après, le MPLA se proclamait "social-démocrate" tandis que le MLSTP se rapprochait du parti social-démocrate portugais (qui est un parti de droite) !

- 29 Le phénomène de plus grande et durable portée politique ne me semble pas être l'abandon du marxisme ou du radicalisme dans les PALOPs. Ceux-ci ont été des instruments au service de la création de la nation de type jacobin européen et cet abandon ne signifie pas une modification fondamentale de la nature du MPLA, du FRELIMO, du PAIGC, du PAICV ou du MLSTP – ces deux derniers dans l'opposition ou ayant connu une période d'opposition. *Le phénomène de portée la plus durable est la modification de la nature sociale des élites au pouvoir : de socialement bureaucratiques, elles sont devenues socialement entrepreneuriales, ou le plus souvent simplement commerçantes, spéculatives, "compradores".* Naturellement tout cela est hétérogène dans le temps et selon les milieux, certains restant plus bureaucratiques que d'autres, ce qui peut occasionner des luttes de factions internes aux pouvoirs. Et cela ne signifie pas non plus l'apparition de véritables bourgeoisies nationales.
- 30 Nous assistons donc bien à la disparition de la "génération de la CONCP" : cela ne signifie pas que ses membres soient morts – ceux qui avaient entre vingt et trente ans en 1960 n'en ont encore que cinquante à soixante aujourd'hui. *Mais cette génération n'est socialement plus la même*, pendant qu'elle est contestée, au moment où se met en place le libéralisme économique et où la crise sociale s'aggrave, par les milieux plus jeunes qui ont atteint l'adolescence vers 1975. Le politique retarde toujours par rapport à l'économique : mais après les élections du début 1991 au Cap-Vert et à São Tomé, après celles de septembre 1992 en Angola et celles de juillet-août et octobre 1994 en Guinée-Bissau et au Mozambique, c'est bien une nouvelle période historique qui s'ouvre : la fin des "Premières Républiques"⁶ des PALOPs, produits des luttes menées par la génération de la CONCP. Est-ce un hasard si, au-delà des polémiques politiques entre le PAIGC et le Bafatá⁷, est en jeu la relégitimation de "ceux qui n'ont pas lutté" ? Est-ce un hasard si, au-delà des polémiques politiques entre le PAIGC et le PCD⁸, est en jeu la contestation des privilèges de "ceux qui ont lutté" par une génération de brillants jeunes technocrates et entrepreneurs pour qui cela est de l'histoire ancienne ? De la même manière au Mozambique on sent maintenant pleinement le poids politique de ceux qui ont été formés dans la dernière période coloniale (1961-1974) ou après l'indépendance. Mais ce sont aujourd'hui les secteurs les plus dynamiques de la bourgeoisie qui soutiennent le FRELIMO, ce qui a permis à la RENAMO une démagogie populiste ! Aux Îles du Cap-Vert le phénomène générationnel a moins joué car le MpD⁹ victorieux en 1991 a autant de cadres âgés que le PAICV. Mais il a clairement eu le soutien des secteurs commerçants que le PAICV avait pourtant favorisés. Ingrate bourgeoisie !
- 31 Il y a un aspect très important sur lequel il nous faut revenir.

- 32 Les partis de la CONCP qui ont animé les tournants économiques libéraux et assumé le passage au pluralisme politique se présentent naturellement aux électeurs avec le message suivant : *“Nous avons obtenu l’indépendance, créé la nation [c’est-à-dire en pratique la période de parti unique] et maintenant nous octroyons la démocratie”*.
- 33 Par ailleurs beaucoup d’analystes présentent le virage vers le pluralisme comme une conséquence logique du tournant antérieur vers le libéralisme économique. Le socialisme avait été assimilé au pouvoir du parti unique, la démocratie politique doit-elle maintenant être assimilée au capitalisme ?
- 34 Or les choses ne se sont pas passées comme cela. Nous l’avons vu, les tournants économiques libéraux dans les PALOPs ont eu lieu entre 1982 et 1987, *c’est-à-dire à des moments où les partis uniques n’avaient nullement l’intention de cesser d’être des partis uniques*. Il y a eu *plusieurs années* d’application du libéralisme économique sans aucune démocratisation politique. C’est précisément quand ces politiques économiques démontrèrent que non seulement elles ne permettaient pas de faire redémarrer vraiment l’économie, mais qu’elles accroissaient considérablement la misère populaire et la richesse de quelques-uns, bref, c’est quand elles eurent échoué que se mirent en place les démocratisations politiques. *La libéralisation politique (démocratisation partielle) n’est ainsi nullement la conséquence du libéralisme économique : elle est la conséquence de son échec*. Le pluralisme politique, condition nécessaire de la démocratie, est octroyé comme moyen d’éviter une explosion sociale, il est la conséquence d’un rapport de forces entre le pouvoir et la population¹⁰, de la pression populaire, *il est une victoire populaire*.
- 35 Disant cela, je sais que je m’attirerai un certain scepticisme, tant est courante la thèse selon laquelle en-Afrique-la-démocratie-a-été-une-imposition-de-l’extérieur. Précisons donc : quand je dis “victoire populaire”, cela ne signifie pas que j’aie une vision par trop optimiste des mouvements de masse : *dans aucun des PALOPs il n’y a eu de révolte en faveur du pluralisme*. Mais il y a eu un effet d’usure et une très réelle aspiration populaire : au Cap-Vert – pays dans lequel l’opposition avait toujours réussi à s’exprimer, notamment par le biais de l’Église catholique – et à São Tomé, la population a saisi la première occasion pour écarter les anciens partis uniques. Au Mozambique la grande vague de grèves urbaines de janvier 1990 a fait craindre au FRELIMO la perte de sa base sociale urbaine ; la RENAMO connaissait un processus de plus en plus avancé de transformation de groupe guerrier en parti politique et délégitimait ainsi de façon croissante le parti unique¹¹. En Angola, le MPLA – qui, en 1991, était persuadé de perdre les élections – était acculé tant il était déconsidéré à Luanda même par la richesse et la corruption de ses cadres. En Guinée, malgré ses efforts pour se recréer une base sociale parmi des commerçants et des *régulos* réinvestis, le PAIGC ne parvenait plus à mobiliser et était toujours plus divisé.
- 36 Ce ne sont donc pas des révoltes populaires qui ont entraîné le pluralisme dans les PALOPs, à l’inverse du Bénin, du Togo, de Madagascar ou du Zaïre. Mais les partis uniques ne pouvaient plus gouverner comme avant. Et quand un pouvoir ne peut plus gouverner comme avant et que la population ne veut plus être gouvernée comme avant, le danger est imminent. Cela a des effets sur les élites gouvernantes elles-mêmes, qui sentent bien la perte de légitimité d’abord et avant tout à leurs propres yeux. Sauf en Angola, *les partis de la CONCP ont su reprendre l’initiative à temps en prenant la décision du pluralisme*, et c’est pourquoi il n’y a pas eu de “conférences nationales” dans les PALOPs. En Angola, c’est le verrouillage total de la situation par les accords MPLA-UNITA qui ont empêché ce type de

réunion souveraine. Mais la reprise d'initiative dans quatre des *Cinco* n'a pas été une garantie de victoire, comme l'ont montré les archipels du Cap-Vert et de São Tomé.

Nationalisme et nationalisme-révolutionnaire

- 37 L'évolution actuelle amène d'autre part à revenir sur une analyse extrêmement courante des fronts de libération des colonies portugaises issus de la CONCP. De nombreux chercheurs occidentaux sympathisants de leurs causes avaient développé l'analyse que, face au Portugal salazariste se refusant à décoloniser, les fronts avaient dû développer des guerres populaires, ce qui les aurait *ipso facto* transformés en fronts d'une nature totalement différente de celle des partis ayant accédé à l'indépendance dans les années 1960 dans les ex-empires britannique et français. Les partis de la CONCP seraient devenus nationalistes-révolutionnaires, c'est-à-dire non seulement anticolonialistes mais aussi anticapitalistes et anti-néocolonialistes. D'où leur captation rapide par le marxisme et leur "orientation socialiste".
- 38 Cette analyse surestimait énormément le discours politique dans l'analyse : on a pris le discours pour la réalité. Bien entendu, le fait de mener pendant treize, douze ou onze années une lutte armée a des effets profonds. Cela change-t-il la nature-même des fronts, ceux-ci passant de nationalistes à nationalistes-révolutionnaires puis, l'indépendance gagnée, devenant des partis de "transition socialiste" ? Cela s'est produit une seule fois dans l'histoire du XX^e siècle : l'Armée rebelle de Fidel Castro a commencé sa lutte armée sur des positions simplement démocratiques, pour devenir ensuite un parti communiste transformant la *nature sociale* (et non seulement politique) de l'État. Tout montre en revanche, du moins pour qui analyse non uniquement le discours mais la réalité de la lutte dans les colonies portugaises puis la réalité de la politique appliquée dans les nouveaux États, que tel n'a pas été le cas dans les PALOPs. Il y eut de réels processus de radicalisation, mais qui n'ont pas été au point de changer la nature sociale de l'État indépendant imaginé. Ces États sont restés l'une des variantes possibles des États capitalistes de la périphérie et *ces mouvements sont restés, avant comme après leur revendication du marxisme, des formations nationalistes interclassistes*. Cela explique qu'elles peuvent aujourd'hui abandonner le marxisme et le radicalisme sans changer fondamentalement de nature : la mutation en reste au niveau du mode.
- 39 Contrairement à ce qui a été écrit souvent, il me semble donc que les mouvements nationalistes radicaux des colonies portugaises font partie de l'ensemble de la famille des nationalismes africains, et ne constituent pas un modèle distinct. Ils se rapprochent énormément des exemples du Ghana de Nkrumah, du Mali de Modibo Keita, de l'Égypte de Nasser, de l'Algérie de Ben Bella et des débuts de Boumedienne, qui tous ont eu comme effets objectifs, après une décennie environ, de permettre à une élite bureaucratique de devenir entrepreneuriale ou, le plus souvent, simplement commerçante et *comprador*.

Une nouvelle vision de l'État ?

- 40 On peut se demander par conséquent si le nouveau cours politique modifie fondamentalement les projets de construction d'État-nation. Une chose est certaine : la fin des partis uniques modifie leur rapport au projet national. Car les partis uniques n'avaient pas été seulement des partis-États, mais tout autant des partis-nations : *le parti*

lui-même était la nation en construction. Bien entendu, il nous faut ici encore distinguer le niveau de ce qui est fondamental de celui des nuances.

Des particularités importantes

- 41 Dans le cas du Mozambique, où la négation ethnique avait été totale de 1962 à 1990 environ, il y eut ensuite une plus grande attention à ce qui relève de l'ethnicité. Les élections de 1994 ont plus tard été un véritable tremblement de terre : l'électorat du FRELIMO est ouvertement apparu comme essentiellement sudiste, ce qui était pressenti et dénoncé est devenu manifeste. Inversement, la RENAMO dénoncée comme étroitement *ndau* a démontré avoir un électorat ethniquement bien plus composite. Ancien parti de tout le peuple, le FRELIMO devra lutter durement pour ne pas devenir un simple parti du Sud¹². Les prochaines élections municipales (en principe en 1996) seront pour lui une difficile épreuve.
- 42 À cause de la guerre d'abord contre le FNLA très ethniciste, puis contre l'UNITA qui elle aussi utilise bien souvent une sensibilité de même type, le MPLA est resté officiellement très négateur de l'ethnicité. Mais la troisième guerre civile, la pire en violences, commencée en 1992, a également été en pratique la plus ethnicisée. Le MPLA – certains de ses services en tout cas – a délibérément organisé des incidents ethniques à Luanda, comme la “chasse aux Zaïrois”¹³. Les difficiles négociations qui se poursuivent avec l'UNITA ne permettent pas, au-delà du charcutage des pouvoirs, de discerner une nouvelle vision de la nation. Inversant Karl von Clausewitz, on peut dire que, plus que jamais, la paix n'est dans les deux camps qu'un moyen de poursuivre les objectifs de la guerre.
- 43 En Guinée-Bissau, l'ethnicité en tant que telle n'a guère été réévaluée par le PAIGC, mais il a entrepris de recréer ou récupérer des chefferies dites traditionnelles. S'il a accusé Kumba Iala, le principal candidat de l'opposition, d'avoir bénéficié du vote *balante*, cette vision est largement contestée (CARDOSO), et on ne peut pas dire que ce candidat ait suscité ouvertement un tel vote. Du reste, sur la question de l'“État-nation” guinéen, il ne semble pas y avoir sur le plan conceptuel la moindre différence entre l'opposition et le pouvoir.
- 44 C'est sans doute aux Îles du Cap-Vert que l'idée de nation a le plus évolué, avec une intégration plus conséquente des émigrations (et donc l'idée d'une nation bien plus vaste que son territoire), avec la reconnaissance des insularismes (comme l'aborde, toujours à propos de l'émigration, Luiz Silva) et avec une certaine désafricanisation symbolisée par le changement de drapeau¹⁴. Mais s'agissant de cet archipel comme de celui de São Tomé e Príncipe, la situation est tout à fait différente de celle du continent car il ne s'agit pas de sociétés lignagères.
- 45 Sur le continent, on peut dire qu'en dehors de la négation pure et simple, il y a deux manières d'aborder l'ethnicité dans le cadre de la construction étatique. La première serait de l'aborder *pour elle-même*, en tant que phénomène social et culturel incontestable, en tant que volonté de prise en charge collective de son propre destin par une communauté. Dans ce cas, la politique étatique cherchera à la promouvoir économiquement, socialement et linguistiquement (alphabétisation en langues maternelles) *pour que l'État soit ressenti par les communautés comme la garantie de leur développement et de leur liberté*. L'État est alors solide de par l'adhésion consciente des

ethnies et communautés, il s'assume comme État démocratique, unitaire mais non national, il s'assume comme *État sans nation*.

- 46 Une autre attitude est de simplement tolérer l'ethnicité sans lui donner les moyens réels de se développer, en espérant qu'elle disparaîtra un jour. C'est par exemple la position explicite du PRD guinéen¹⁵ qui, dans son programme, souhaite que les ethnies deviennent des "*groupes résiduels*". Je crois que c'est ce qui se dessine aujourd'hui au Mozambique. Lors de la Conférence nationale de la culture organisée à Maputo en juillet 1993 avec le soutien de l'UNESCO, le ministre de la Culture a affirmé vigoureusement que "*la culture mozambicaine est noire et bantoue*". Cela peut paraître anodin mais ne l'est pas du tout. En effet, cela suppose qu'il y a une culture populaire *mozambicaine* et non point diverses cultures *au Mozambique*. Cela revient en fait à réaffirmer que *la nation existe déjà*. De ce point de vue, il y a donc continuité avec la phase précédente.

Nation et bantouité

- 47 Affirmer la négritude et la bantouité du Mozambique est de surcroît à la fois énoncer des évidences et prendre une position politiquement très contestable.
- 48 Premièrement, cela écarte d'office du processus de construction nationale les Indiens et les Blancs mozambicains, dont la culture n'est ni noire ni bantoue et qui pourtant n'ont pas d'autre patrie que le Mozambique.
- 49 Deuxièmement, la bantouité de la grande majorité des peuples du Mozambique est une réalité : les anthropologues pourront repérer que les cultures populaires de ce pays font bel et bien partie de cette grande famille. Mais nous parlons ici de politique, de nature de l'État et non point d'anthropologie. Or il n'y a pas de conscience identitaire populaire bantoue au Mozambique, il y a des consciences *macua, maconde, chopi, changane*, etc., de la même manière qu'il y a une conscience française parmi les Français, mais pas de conscience indo-européenne parmi eux. La revendication politique de la bantouité du Mozambique n'apparaît ainsi pas du tout comme un meilleur respect de la diversité ethnique : c'est à l'inverse une nouvelle forme de sa négation, qui à la place des ethnies réellement existantes, préfère en inventer une nouvelle, unifiée, l' "*ethnie bantoue*". À l'ancien jacobinisme marxisant se substituera-t-il un nouveau jacobinisme également négateur de l'ethnicité, au nom de la bantouité ? C'est en tout cas la tendance actuelle. Cette fois, cela séduit en effet une partie des intellectuels mozambicains car Bantou signifie évidemment aussi Noir. La valorisation de la négritude est bien sûr porteuse de revendications sociales, *mais de revendications sociales de l'élite*. La population veut manger et vivre en paix et souhaite des cadres compétents quelle que soit la couleur de leur peau. L'élite noire peut trouver dans la bantouité un moyen de justifier des revendications anti-blanches, anti-métisses (comme en Angola) ou anti-indiennes, un moyen d'expliquer ses difficultés économiques et sociales. C'est le classique phénomène des boucs émissaires, les Blancs et Indiens du Mozambique étant de la sorte comparables aux *burmedjus* de Guinée !
- 50 Mais ce qu'il nous faut retenir est que cette négritude bantoue n'est pas la voie d'une meilleure expression de l'ethnicité réelle et plurielle. C'est à l'inverse la voie d'une nouvelle forme de sa négation, de l'invention d'un peuple certes unifié en tant que noir, mais qui ne sera ainsi pas libre de promouvoir ses cultures ethniques. Par ailleurs, la confusion de l'ethnicité et de la négritude risque de rendre l'ethnicité excluante et agressive, au lieu d'être l'expression tranquille d'une réalité sociale et culturelle diversifiée.

- 51 On peut très évidemment dire la même chose du recours fréquent par l'UNITA à l' "authenticité africaine contre les fils de colons du MPLA". Le tribalisme pro-sudiste de l'UNITA ne représente en aucun cas une meilleure appréhension de l'ethnicité plurielle du Sud angolais, ce qui explique que certains groupes, pour des raisons purement historiques et ethniques, soient fidèles au MPLA (DUARTE DE CARVALHO).

Le consensus contre la démocratie

- 52 Avec ces nuances, importantes il est vrai, on voit donc parfaitement survivre le vieil idéal nationaliste de la génération de la CONCP, celui de l'État-nation jacobin de type européen. Car l'idéal –auparavant socialisant, aujourd'hui libéral– reste celui d'un développement accéléré mais technocratique, préférant les importations de technologies lourdes, modernes mais génératrices d'endettement, au recours aux matériaux locaux et technologies intermédiaires, peut-être moins "modernes" mais permettant à la valeur produite sur place de rester sur place. Quelle différence en effet *pour le paysan*, entre hier avoir près de chez lui une entreprise d'État (ou d'y travailler) et aujourd'hui et demain une entreprise privée, probablement étrangère, utilisant les mêmes technologies que l'ancienne entreprise publique, îlot de technologie avancée incapable de stimuler l'économie rurale des alentours ? La différence est mince...
- 53 Aujourd'hui, certains économistes disent que si la totalité du continent noir disparaissait, personne ne s'en apercevrait en Europe. Évidemment, cette vue est fortement économiste. Mais il est vrai que la totalité de l'Afrique noire ne représente plus qu'environ 2 % du commerce mondial. Le contexte lui est fortement défavorable. Le seul moyen de ne pas disparaître est la construction patiente d'États représentant réellement les peuples existants. *C'est-à-dire la démocratie*. Les PALOPs ont connu une première phase de nationalisme radical, c'est-à-dire d'invention de la nation *contre* les identités, ethniques ou autres, existant réellement. Les processus actuels de démocratisation peuvent dans certains cas permettre une meilleure expression de l'ethnicité, ce qui ne signifie pas du tout la création de partis ethniques. Jusqu'à présent, la Guinée a largement échappé à cette ethnicisation partisane. L'Angola, évidemment, a une situation tout autre. Au Mozambique, aucun parti n'est ouvertement ethnique mais ce facteur pèse de plus en plus lourd, en particulier sur le FRELIMO lui-même.
- 54 À ce sujet, il faut dire que la démocratie n'est pas le consensus, *à l'inverse le consensus est un danger pour la démocratie*. Or les partis ont presque tous le même programme, car ils ont dû accepter les diktats de la Banque mondiale et du FMI. Tout le monde est "social-démocrate", tout le monde est "libéral". Il y a un danger réel alors que certains partis, ne pouvant avoir un programme original pour attirer, recherchent leur originalité dans le régionalisme ou l'ethnicité exacerbée et manipulée – le "tribalisme". Au Mozambique, nombreux sont les petits partis d'opposition qui, tout en maintenant un discours national, ont cherché en réalité des implantations ethniques, communautaires ou régionalistes. La bipolarisation politique entre les deux anciens blocs armés n'a pas permis à ces tendances de gagner du poids : mais elles existent¹⁶. En Guinée, la tentative d'apparition du PCN¹⁷ et la scission de Cacheu au sein du PCD¹⁸ doivent être comprises non comme de simples manœuvres d'appareils mais comme la manifestation de courants du même type. Le problème ne doit pas être nié mais au contraire constituer une incitation à mieux comprendre les raisons de son apparition. Jusqu'à présent, il n'y a

guère de réflexion sur la question nationale et, sur ce point, l'opposition guinéenne a le même discours jacobin que le PAIGC.

- 55 D'une manière plus générale, on ne peut que constater que les processus de libéralisation politique (dits de démocratisation), fondés sur le consensus, ne laissent aucun espace véritable à l'émergence de la "société civile", de tout un secteur attaché à l'expression publique d'intérêts et d'idées divergents. Il faut nuancer selon les pays, mais une "démocratie" sans démocrates ne saurait durer.
- 56 La faillite des nationalismes radicaux et la transformation sociale des élites bureaucratiques de la "génération de la CONCP" en bourgeoisies commerçantes ouvrent une nouvelle ère de l'histoire des PALOPs, celle des Secondes Républiques. Au-delà des luttes politiques, n'est-ce pas une occasion de réflexion sur un nouveau type d'État, non copié du modèle européen de l'État-nation, un *État démocratique, unitaire mais non national* ?

"Le meilleur, le pire et l'incertain"

- 57 Tel est le titre de la dernière édition (1995) de la revue *L'Afrique Politique*¹⁹. On peut sans risque de se tromper l'accoler à l'Afrique lusophone, car si les tournants libéraux actuels nous permettent, en tant que chercheurs et scientifiques, d'approfondir l'analyse de certaines tendances de long terme et de certains concepts, n'oublions pas la réalité immédiate : c'est celle de pays où la guerre civile semble définitivement arrêtée (Mozambique), où l'espoir commence tout juste à renaître qu'elle s'arrête (Angola). Le meilleur se résume à cela, et c'est évidemment fondamental (LEGRAND, VALOT et MESSIANT)
- 58 Mais c'est aussi la réalité d'États détruits par les effets combinés de la guerre, du libéralisme économique et de l'invasion des ONG (organisations non gouvernementales)²⁰ ; c'est-à-dire d'États qui n'ont pratiquement plus aucun moyen de souveraineté, dans lesquels 99 % du temps de travail des dirigeants est occupé à chercher de l'argent pour le moindre projet du lendemain matin. Alors sur quoi fera-t-on voter les habitants ? Comment dans ces conditions nourrir le moindre optimisme ? Celui pourtant ô combien nuancé de Jacques Marchand est démenti par Mário Murteira qui n'hésite qu'entre le pire et l'incertain. L'incertain, qui autorise l'espoir de J. Marchand, porte un nom : Afrique du Sud. Mais comment ce pays qui vient de se débarrasser de l'apartheid et doit faire face à des besoins sociaux intérieurs considérables, pourrait-il devenir un réel "développeur" de la région australe ? N'y a-t-il pas là l'illusion d'une nouvelle métropole ? Comment oublier que ses entreprises, incomparablement plus solides que celles des voisins lusophones, sont ordinairement capitalistes et auront, si jamais elles investissent dans les PALOPs, la même préoccupation de dégager rapidement des devises convertibles que les entreprises américaines, japonaises, françaises, italiennes ou portugaises ? C'est-à-dire un comportement guère développeur ? Même sa forte communauté portugaise, à l'exception de quelques dizaines de personnes, ne regarde pas les PALOPs comme pays de prédilection pour les investissements et devient de plus en plus "ordinairement sud-africaine" (GOMES CRAVINHO).
- 59 Il demeure une contradiction bien plus fondamentale, qui dépasse largement les PALOPs : certes, les politiques économiques sont libérales ; mais le libéralisme économique s'éloignant chaque jour davantage des besoins sociaux peut-il être stable, autrement dit peut-il y avoir libéralisme économique sans marché ? Or, faute de pouvoir d'achat de ses

habitants, l'économie de l'Afrique subsaharienne est largement une économie de marché sans marché. L'Angola présente sans doute le cas le plus extrême, d'un État qui tout simplement n'a pas besoin de sa population, un État vivant exclusivement de son pétrole *off-shore*, un État *off-shore* se servant de la guerre comme moyen d'encadrement social et politique. Et quand un marché apparaît, le libéralisme ne le détruit-il pas ? L'économie rizicole des *Balantes* de Guinée-Bissau n'est-elle pas tendanciellement détruite par la liberté d'importer du riz asiatique qui arrive après des milliers de kilomètres encore moins cher que celui produit à quelques dizaines de kilomètres de la capitale ? Ce même libéralisme n'est-il pas la cause directe de l'épidémie de *pontas* qui remet en cause l'usage communautaire de la terre à un degré qu'Annie Chéneau-Loquay montre hallucinant ? Pendant que l'Union européenne paye (notamment des ONG) pour des projets de "redynamisation agricole"...

- 60 La situation africaine générale, assez désespérante, est aggravée dans les PALOPs par les caractéristiques historiques de la colonisation portugaise, colonisation de peuplement blanc qui a laissé ces pays avec un nombre bien trop réduit de cadres africains supérieurs, moyens et de base. Le retard, à l'exception du Cap-Vert, est loin d'être comblé. Or le rattraper est indispensable à la stabilisation de l'État. La faiblesse en cadres aggrave une caractéristique déjà évoquée : la pénurie d' "intellectuels organiques" rend plus difficile l'émergence de la société civile. Les Îles du Cap-Vert mises à part, c'est sans doute en Angola que les conditions sociologiques étaient les meilleures, du fait de l'existence de vieux et consistants noyaux d'élites créoles à Luanda, des secteurs "petits-bourgeois" bacongus du Nord et de la tradition léguée par les petits États ovimbundus, esclavagistes et caravaniers, puis céréaliers, du Sud. La manière dont le MPLA a géré le tournant pluraliste et la reprise rapide de la guerre ont étouffé tous les éléments de troisième force, réduits au silence ou achetés, ou, sous l'énorme pression politique s'étant alignés presque complètement soit sur le régime – cas le plus général –, soit sur l'UNITA.
- 61 Au Mozambique l'émergence de la "RENAMO civile" et la fin de la guerre n'ont nullement créé un espace politique : l'affrontement est resté celui des deux anciens blocs armés, voire de deux populations – celle étant restée dans la sphère de l'État moderne et fidèle au FRELIMO et celle entrée en dissidence du côté de la RENAMO. La population a voté pour la paix, dans la gravité : mais combien de Mozambicains ne souhaitent-ils pas voter à la fois pour le FRELIMO et la RENAMO, afin qu'ils s'entendent²¹ ? Une analyse fine de l'intervention de la communauté internationale, qu'elle ait mené au désastre (Angola) ou au succès (Mozambique, Guinée-Bissau) montrerait que la préoccupation a toujours été la pacification et la stabilisation, et non la démocratisation de la société.
- 62 La période des partis uniques radicaux dans les PALOPs avait paradoxalement maintenu nombre de caractéristiques de l'État colonial (parti unique, syndicats verticaux, vie associative encadrée, "État total", vision homogène de la nation, rôle politique fondamental de la diffusion de la langue portugaise...). La fin des Premières Républiques signifie une rupture plus profonde avec l'héritage colonial portugais, un rapprochement avec les Afriques "ordinaires", du type de celles des anciens domaines coloniaux français et britannique. Or un libéralisme économique sans véritable économie de marché ne saurait être stable. Raison de plus pour que, si le pluralisme survit, on ne puisse s'attendre à une grande stabilité politique. Cela explique aussi pourquoi la défaite des anciens partis uniques, quand elle se produit, est réversible : déjà le MLSTP, il est vrai méconnaissable, est revenu au pouvoir à São Tomé (SEIBERT) pendant que les habitants au parler luso-créole de l'île d'Annobon (rattachée à la Guinée équatoriale de langue officielle espagnole)

n'ont vu aucune différence entre le régime actuel et celui de l'ex-dictateur Macias Nguéma (GOROZPE). Il est peu probable que le PAICV revienne de sitôt au pouvoir, mais l'érosion de la popularité du MpD est incontestable, sa scission interne consommée et la montée des insularismes politiques certaine. Comment en serait-il autrement, puisqu'il n'y a pas vraiment de rupture politique entre les dernières années des partis uniques, déjà économiquement libéraux, et la pratique de l'opposition arrivée au pouvoir ?

- 63 Cela ne signifie pas qu'il faille, comme certains, commencer à dire que la "démocratisation" n'est pas faite pour l'Afrique. Le droit de s'exprimer, même partiel, est toujours meilleur que les "partis du peuple tout entier". On ne reconstruira pas les États d'Afrique lusophone sans pluralisme stabilisé, condition nécessaire bien que non suffisante de la démocratie et de la mobilisation populaire dans les tâches du développement. L'Afrique a un fort "besoin d'État"²², la population doit pouvoir se reconnaître en lui dans toute sa diversité sociale et ethno-culturelle. Telle est la seule source d'optimisme, la "capacité énorme d'encaisse de la population africaine" (pour reprendre une expression du géographe Jean-Pierre Raison), l'instinct de survie de la société.

Lusotopie africaine

- 64 Du point de vue de la lusotopie²³, peut-on alors dire que le tournant libéral, en faisant disparaître l'héritage – lusitanien autant que "marxiste" – du régime de parti unique, laissera une particularité à l'Afrique des PALOPs ? Force est de constater que de puissantes particularités vont demeurer.
- 65 Naturellement, il y a toujours la langue officielle portugaise et les langues luso-créoles, facteur d'identité non négligeable. La disparition de la "génération de la CONCP" peut même redonner une nouvelle jeunesse au sentiment linguistique, désormais le seul commun, la parenté politique ayant disparu entre les PALOPs²⁴. Une autre particularité, bien négative, restera encore longtemps la faiblesse en cadres, en particulier cadres noirs, et donc la surreprésentation au sommet de l'État des métis et Blancs (en nombre pourtant décroissant), avec toutes les manifestations de racisme anti-blanc et anti-métis (anti-indien au Mozambique) en découlant. Mais cette faiblesse en cadres continuera, paradoxalement, à nourrir la tradition d'un État fort, dans la mesure où n'existent pas les couches sociales qui permettraient, politiquement, de faire vivre le fédéralisme et, économiquement, de développer de véritables bourgeoisies nationales. La tradition de l'État principal acteur du développement économique restera certainement la meilleure chose que l'ex-métropole lusitane leur aura léguée : elle est à terme antagonique avec le libéralisme économique.
- 66 Une forte caractéristique restera également que, bien que faisant globalement partie du capitalisme de la périphérie, c'est-à-dire du monde néocolonial, les PALOPs sont des "néocolonies sans métropole". Le Portugal n'a pas réussi à se créer un "pré carré" du type de celui de la France et encore moins un *Commonwealth*. L'Espagne et les États-Unis ont plus de relations économiques avec l'Angola que le Portugal, l'Italie est ô combien présente au Mozambique aux côtés de l'Angleterre et de l'Afrique du Sud, São Tomé est dans l'orbite de la zone du franc CFA. Seuls la Guinée-Bissau et le Cap-Vert restent très liés au Portugal, pour de "mauvaises" raisons, des raisons de marginalisation économique. Mais tous les PALOPs sont membres de la Convention de Lomé, de la Banque mondiale et du FMI.

- 67 Par ailleurs, même si l'on peut s'attendre à une présence désormais plus massive de l'Afrique du Sud en Afrique australe – quoique à un degré moindre que certains ne le prévoient ou ne l'espèrent –, le Mozambique et l'Angola ne sont situés que dans le troisième cercle de la périphérie sud-africaine. Le premier concerne les "États BLS" (Botswana, Lesotho, Swaziland), le second la Namibie, le Zimbabwe, la Zambie et l'extrême-Sud du Mozambique, et le troisième tout le reste du Mozambique, l'Angola, le Sud du Zaïre. L' "Occident" en général, Afrique du Sud incluse, est donc globalement la métropole néocoloniale des PALOPs, mais cela laisse des marges de manœuvres accrues à chacun des États. On l'a bien vu quand, par exemple, le FRELIMO pourtant sans pétrole et sans diamant, a réussi à rester totalement insensible aux très fortes pressions exercées de tous côtés pour qu'il accepte la formation d'un gouvernement d'unité nationale. La mise en concurrence des divers pays ou institutions multilatérales, la "multimétropolitaneité", a été un outil très efficace d'autonomie politique.
- 68 L'identité linguistique, la tradition historique de l'État fort (point forcément fort autoritaire...) et l'étonnante latitude due à l'absence de métropole néocoloniale directe continueront donc, dans un contexte bouleversé, à être des facteurs producteurs de particularités de l'Afrique lusophone en Afrique.
- 69 Les PALOPs existent bel et bien, mais il n'y a pas d' "Afrique lusophone libérale" : il y a un *moment politique* que traversent ces pays d'ancienne colonisation portugaise. Espérons qu'il sera suivi d'une évolution vers plus de démocratie²⁵.

NOTES

1. Pays africains de langue officielle portugaise, ou PALOPs. J'utilise ici le sigle au pluriel, pratique très courante en terres lusographes.
2. *Burmedjus*, mot créole correspondant au portugais *vermelhos*, désigne dans le langage courant les "rouges", c'est-à-dire les métis. Le thème est politisé à chaque fois que le pouvoir est en difficulté, et englobe ainsi les Capverdiens résidents en Guinée, les descendants guinéens de Capverdiens et les métis guinéens.
3. J'examine de manière plus approfondie ces questions dans mon livre : *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*, Paris, L'Harmattan, 1994, 172 p.
4. La Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises tint son premier congrès en 1961 à Casablanca et groupait l'UDENAMO (puis le FRELIMO), le MPLA, le PAIGC et le CLSTP (puis MLSTP). La CONCP fut un cadre politique important pour toute une génération militante.
5. Les *ponteiros* de Guinée sont des concessionnaires de terre, à l'abri de la loi coloniale encore en vigueur, largement comparables à des latifundiaires latino-américains (CHÉNEAU-LOQUAY).
6. J'emploie ici l'expression "Premières Républiques" dans son sens le plus strict de continuité constitutionnelle, à savoir le régime de parti unique. Rappelons cependant que les Guinéens ont déjà parlé de "Deuxième République" à partir du coup d'État de 1980.
7. *Bafatá* ou *Resistência da Guiné-Bissau/ Movimento Bafatá*, un des principaux partis d'opposition, créé en 1986.

8. PCD, *Partido da convergência democrática*, parti d'opposition très actif qui paya cher de graves erreurs de fin de parcours (CARDOSO et KOUDAWO).
9. 1 MpD, *Movimento para a democracia*, vainqueur du PAICV en 1991, coalition de cadres libéraux et d'anciens marxistes de tendance trotskyste.
10. Bien évidemment, dans ce rapport de forces, l'affaiblissement des pouvoirs tient aussi aux pressions internationales. Le contexte international, par ce biais, devient un facteur interne d'évolution. À propos du libéralisme économique, n'oublions pas que des régimes extrêmement libéraux économiquement ont été des dictatures farouches, comme le Chili du général Pinochet.
11. Outre les articles sur le Mozambique publiés dans cette édition de *Lusotopie*, voir, sur la transformation de la RENAMO de groupe guerrier en parti politique, mon article : "*Dhlakama é maningue nice ! Une ex-guérilla atypique dans la campagne électorale*", *L'Afrique politique*, 1995, Paris/Bordeaux, Karthala/CEAN, pp. 119-162.
12. Cf. M. CAHEN, "*Dlakhama é maningue nice !...*", *op. cit.*
13. Sur l'Angola, on se reportera notamment au dossier "L'Angola dans la guerre" (sous la direction de Christine MESSIAN), in *Politique Africaine*, Paris, Karthala, n° 57, mars 1995, pp. 3-112. Cet excellent dossier contient des articles saisissants sur la réalité de la guerre, aussi bien en zone gouvernementale que du côté de l'UNITA.
14. Cf. A. MARGARIDO, "Pour une histoire des géopolitiques culturelles des îles du Cap-Vert", *Lusotopie*, n° 1-2, juin 1994, pp. 103-112.
15. PRD, *Partido da renovação e do desenvolvimento*, issu d'une scission de la tendance *Carta dos 121* du PAIGC.
16. Cas du PIMO, *Partido independente de Moçambique*, dont le leader s'est explicitement réclamé des valeurs islamiques; cas de l'UNAMO, *União nacional de Moçambique*, ancienne scission de la RENAMO, qui a cherché à s'implanter surtout en Zambézia; sans parler de la propagande la plus ouvertement tribaliste du FRELIMO dans ses fiefs du Sud...
17. Le PCN, *Partido da convenção nacional*, est un petit parti qui s'est rallié à Nino Vieira au second tour ; il a cherché à s'implanter prioritairement en milieu musulman.
18. La scission, finalement non consommée, a assez nettement opposé des milieux créoles de Bissau et des notables musulmans de l'intérieur.
19. *L'Afrique Politique*, 1995, Paris/Bordeaux, Karthala/CEAN, 1995, 298 p.
20. Avec certains pays comme le Burkina Faso, les pays d'Afrique lusophone (sauf l'Angola) sont certainement parmi ceux qui ont la plus forte densité d'ONG pour mille habitants ! Au-delà d'une grande diversité de situations, qui vont de l'aide d'urgence (alimentaire, médicale, orthopédique) la plus désintéressée à des comportements entrepreneuriaux des plus classiquement prédateurs, des effets assez généraux de la pléthore d'ONG qui se sont abattues sur l'Afrique et notamment l'Afrique lusophone, sont la fuite des cadres africains de l'État vers les postes mieux rémunérés qu'elles proposent, et la privatisation de fait de toute une série de fonctions étatiques. Certes l'État est corrompu, mais nombre d'ONG vendent leurs projets exactement comme des produits, sur la base des subventions de la communauté internationale. Ce qui signifie qu'elles ne permettent aucun transfert supplémentaire de capitaux au profit de l'Afrique, mais qu'elles éparpillent et privatisent une aide qui passait auparavant surtout par de grandes structures (UNICEF, FAO, Croix-Rouge). L'érosion financière du fait de la multiplication de frais bureaucratiques s'en trouve accrue (chaque ONG a son petit appareil et la somme des petits appareils est largement comparable sinon supérieure aux gros...). Du reste, y aurait-il des ONG si nombreuses s'il n'y avait pas chômage des cadres dans le monde occidental ? D'un point de vue historique, la discussion sur le bilan des ONG en Afrique serait sans doute étonnamment semblable à celle sur le bilan des missions religieuses... sinon que celles-là, au moins, restent des décennies sur place, ne modulant pas leurs apparitions au gré de projets volatiles.
21. Cf. M. CAHEN, "*Dhlakama é maningue nice !...*", *op. cit.*
22. "Besoin d'État", dossier à paraître de la revue *Politique Africaine*, 1996.

23. C'est-à-dire de l'ensemble des lieux, lusophones ou non aujourd'hui, où l'histoire portugaise a produit des phénomènes de prégnance encore actuelle.

24. J'ai abordé cette question dans l'article introductif du dossier du n° 1-2 de *Lusotopie*, juin 1994: "De Timor à Letícia, géopolitiques des mondes lusophones ", en particulier pp. 24-25.

25. Le dossier qui suit publie notamment des travaux entrepris par le Groupement de recherche "Afrique australe" du CNRS (GDR n° 846) dans le cadre de l'appel d'offre du ministère de la Recherche sur "Démocratie et développement dans les pays du Sud" en 1992. À cet appel d'offre, le GDR n° 846 avait répondu par un projet couvrant d'une part l'Afrique australe anglophone, et d'autre part toute l'Afrique lusophone (australe, équatoriale et occidentale), nouant pour cela une collaboration avec le GDR n° 801 (Laboratoire des régions arides, Rouen). Certains travaux sont encore en cours (de M. LESOURD sur São Tomé, de Ruy DUARTE CARVALHO sur le complexe sud-angolais/ nord-namibien) ; d'autres ont été publiés ailleurs (comme M. CAHEN, "Dhlakama...", *op. cit.*, in *L'Afrique politique* 1995, et le n° 57 de *Politique Africaine*, mars 1995, dont le dossier "L'Angola dans la guerre" a été dirigé par Christine MESSIANT). Bien sûr le présent dossier n'est pas un livre, et nous avons bien conscience qu'il n'est pas complet ; les articles qui le composent sont, par ailleurs, de statuts différents, certains "études classiques" de chercheurs, d'autres plus proches du "témoignage" des acteurs, mais toujours avec le souci de comprendre. Évidemment, les points de vue exprimés sont divers et aucun des auteurs ne saurait être tenu pour responsable des idées énoncées dans cette introduction.

AUTEUR

MICHEL CAHEN

Centre d'étude d'Afrique noire (CNRS), de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, et
Groupement de recherche "Afrique australe" du CNRS (GDR n° 846)